

Communiqué de presse
Vendredi 19 décembre 2025

La commission mixte paritaire a échoué, le Sénat ne pouvait accepter un budget qui ne réduit le déficit que par des augmentations d'impôts et de taxes sans agir sur l'essentiel : la réduction de la dépense publique.

Après avoir examiné et adopté un texte en première lecture dans les délais constitutionnels, le Sénat a abordé la CMP dans un esprit de responsabilité pour trouver un budget qui réponde aux problèmes auquel le pays est confronté. Ce projet de loi de finances est une fuite en avant et ne règle aucunement la dérive de nos finances publiques et d'une économie en manque de compétitivité car écrasée d'impôts et de normes ; des services publics à la qualité insatisfaisante en dépit des sommes colossales qui leur sont consacrées.

Le Sénat avait préparé des propositions raisonnables pour améliorer l'équilibre des comptes publics sans hausse de prélèvements avec des économies complémentaires. Augmenter les impôts pour financer les dépenses folles de la gauche minoritaire qui voulait imposer pas moins de 10 Mds€ supplémentaires alors que la dette vient d'atteindre 3 482 Mds€, aux entreprises qui investissent, innovent et produisent dans nos territoires, aux Français qui travaillent.

La responsabilité de cet échec incombe au Gouvernement qui a soigneusement, méthodiquement, scrupuleusement organisé l'impossibilité d'un accord.

- Il a tout d'abord présenté un budget inadapté à la situation du pays car déséquilibré, comprenant beaucoup trop de hausses d'impôts et pas assez d'économies.
- Il s'est ensuite enfermé dans des négociations exclusives avec la gauche, ignorant ostensiblement le reste des forces politiques susceptibles de le soutenir et les solutions qu'elles proposaient.
- Oubliant l'article 20 de la Constitution selon lequel « *le gouvernement détermine et conduit la politique de la nation* », il n'a proposé aucune direction, aucun cap sauf obéir docilement aux injonctions socialistes qu'il savait en décalage total par rapport à la gravité de la situation du pays et de ses finances publiques.
- Il a aggravé la situation en concluant un accord déraisonnable sur le PLFSS qui a suspendu la réforme des retraites alors que celle-ci était insuffisante, abandonné le gel des pensions et des prestations sociales et relâché tous les efforts de maîtrise des dépenses de santé. Comme l'a reconnu la ministre des Comptes publics devant le Sénat, cette décision a eu pour effet de

projeter le déficit public au-delà de 5 % du PIB, limite que le Gouvernement s'était lui-même fixé.

- Par la voix de ses ministres de Bercy, il a dénigré les travaux de la seule Assemblée qui a été capable d'adopter le budget, en qualifiant le résultat « *d'inacceptable* ». Il lui a intimé de renoncer à toutes les mesures fiscales et d'abandonner les économies pour revenir à la copie initiale, pourtant loin d'être parfaite.
- Il a enfin tenté de fuir ses responsabilités en qualifiant de « *radicalisés* » les Parlementaires qui s'efforçaient de proposer des solutions tandis que d'autres n'avaient cessé d'organiser le chaos. Ces mots, indignes des ceux qui les ont prononcés, sont inacceptables. Ils ont définitivement fermé les voies de passage qui avaient été patiemment explorées entre les Rapporteurs généraux des deux assemblées en amont de la CMP.

Cette attitude regrettable ne pouvait qu'aggraver les tensions. À se demander si le gouvernement ne souhaitait pas l'échec de la CMP pour aller directement à la loi spéciale.

Mathieu DARNAUD

Président du groupe
Les Républicains au
Sénat

Hervé MARSEILLE

Président du groupe
Union Centriste